INTERNATIONALE SOCIALISTE

ACTIVITIES ET DECLARATIONS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Du Conseil de Mexico en juin – juillet 2014
au Conseil de Genève en décembre 2014

INTERNATIONALE SOCIALISTE, PO BOX 67973, LONDRES SW4 4DU ROYAUME-UNI
T: (44 20) 7627 4449 | Email: secretariat@socialistinternational.org
www.internationalesocialiste.org

MEXICO

30 juin-01 juillet 2014

IMAGES (77)

IMAGES

+47

CONSEIL

Conseil de l'IS, Mexico

30 JUIN-01 JUILLET 2014

La première réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste de 2014 a eu lieu à Mexico le 30 juin et le 1er juillet, accueillie par les deux partis membres de l'IS au Mexique : le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) et le Parti de la Révolution Démocratique (PRD). Des leaders et représentants des partis et organisations membres étaient présents pour débattre les principaux thèmes à l'ordre du jour : 'Nos priorités dans l'économie mondiale' ; 'Nos efforts pour la paix et la résolution des conflits' ; 'Notre travail pour renforcer et approfondir la démocratie' ; et 'La définition d'une charte des droits des migrants'.

Le Secrétaire général de l'International Socialiste, Luis Ayala, a souhaité la bienvenue aux participants et remercié les deux partis hôtes. Lors de son discours d'ouverture, il a rappelé que, tout au long de son histoire, le Mexique avait connu de grands mouvements sociaux pour la justice et la liberté. Aujourd'hui, nos deux partis perpétuent ces valeurs, qui nous partageons et qui définissent également notre mouvement social-démocrate mondial. La réunion a eu lieu à un moment où se posent multiples défis à l'échelle internationale : des défis pour l'économie, la démocratie, la paix face aux conflits de plus en plus nombreux, et les migrations. Autant de thèmes que le Conseil prévoyait d'aborder dans ses délibérations.

Les leaders des deux partis hôtes ont prononcé des discours d'introduction au début de la réunion et ont souhaité la bienvenue aux délégués présents à Mexico.

Dans son discours, César Camacho (PRI) a souligné les vertus de la social-démocratie et l'engagement du PRI envers les valeurs communes de l'Internationale Socialiste. Il a notamment rappelé la volonté du gouvernement mexicain de s'attaquer aux inégalités et à l'injustice sociale. Il a encouragé les délégués à mener des délibérations fructueuses et un travail productif pendant ces deux journées, avant de leur souhaiter chaleureusement et amicalement la bienvenue.

Dans son discours, Jesús Zambrano Grijalva (PRD) a quant à lui évoqué la contribution de la gauche mexicaine à la démocratie, à la stabilité et à la gouvernabilité, et l'objectif d'une société qui protège les droits et l'égalité sociale. Il a ajouté que la gauche mondiale défend les droits économiques, sociaux et civils, notamment les droits de la femme. Enfin, il a réaffirmé le sentiment d'appartenance du PRD à la grande famille de l'Internationale Socialiste.

Dans son discours inaugural, George Papandreou, Président de l'IS, a vivement remercié les partis hôtes pour leur hospitalité et leur participation au travail de l'Internationale Socialiste. Il a avant tout évoqué le problème des inégalités croissantes contre lesquelles le mouvement social-démocrate mondial lutte depuis longtemps. Ce combat nécessite une gouvernance mondiale afin de mettre en œuvre des réglementations et régulations à même de rétablir les bases de l'équité et de la démocratie. George Papandreou a d'ailleurs annoncé la création d'une nouvelle Commission de l'IS sur l'Égalité, qui à partir de cet automne, s'efforcera de placer cette question

cruciale au centre du débat politique international.

Dans le cadre du premier grand thème à l'ordre du jour, les délégués ont présenté leurs points de vue sur les priorités de l'Internationale Socialiste dans l'économie mondiale. Plusieurs discours de fond ont été prononcés, fournissant un cadre pour les interventions ultérieures (liste des intervenants). Les discussions ont évoqué quatre grandes priorités : la lutte contre les inégalités ; la lutte contre la corruption et la dérégulation financière ; l'utilisation positive du Big data ; et la protection de l'environnement. Autour de ces quatre questions, le Conseil a rédigé et adopté une déclaration concernant les priorités dans l'économie mondiale. Par ailleurs, l'IS a également adopté une déclaration afin d'exprimer sa solidarité avec l'Argentine quant à la restructuration de sa dette extérieure.

Pendant la première journée, les délégués ont participé à un déjeuner organisé par José Antonio Meade Kuribreña, ministre des Affaires étrangères mexicain. Dans son discours, ce dernier a évoqué la place du Mexique dans les affaires mondiales ainsi que les efforts du gouvernement du Président Enrique Peña Nieto envers la paix, l'intégration, l'éducation et la prospérité. Le premier soir, les participants du Conseil ont visité l'académie de San Carlos, où ils ont été accueillis par le docteur José Narro Robles, recteur de la plus grande université du Mexique, la Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM). Ce dernier a lui-même prononcé un discours.

Dans leurs contributions au deuxième grand thème à l'ordre du jour, « Nos efforts pour la paix et la résolution des conflits », les participants ont souligné les nombreux conflits actuels qui nécessitent d'une action décisive pour mettre un terme aux morts et aux souffrances dont nous sommes témoins, ainsi qu'à l'instabilité politique dans différentes régions du monde. Plusieurs délégués ont exprimé leur inquiétude et ont condamné les événements récents en Iraq, où des actes terroristes généralisés menacent l'intégrité même de l'État. Dans une déclaration concernant l'insurrection en Iraq, le Conseil a rejeté la création d'un califat islamique, et il a réclamé un gouvernement d'unité nationale, représentant toute la diversité de la société iraquienne, et reconnaissant ainsi que la liberté de tous les groupes doit être respectée. Dans cette déclaration, l'IS a également soutenu son parti membre en Iraq, le PUK, ainsi que le peuple kurde, qui se trouve en première ligne dans la lutte contre l'insurrection extrémiste en Iraq et a demandé le droit du peuple kurde à s'exprimer dans toutes les discussions sur l'avenir de l'Iraq.

Les partis membres de l'IS en Ukraine et dans la Fédération Russe se sont exprimés sur la crise actuelle et ont souligné le rôle de l'IS comme forum des discussions constructives. Le Conseil a convenu que le Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer noire réexaminerait ce sujet lors d'une réunion qui sera convoquée prochainement.

Le Secrétaire général a annoncé des préparatifs en cours avec le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLM/SPLA) au gouvernement et le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan de l'opposition (SPLM/A-IO), ainsi que des représentants du gouvernement éthiopien qui ont encadré des discussions entre ces deux partis. En effet, l'IS compte dépêcher une délégation au Soudan du Sud pour encourager ces deux partis à mettre fin aux hostilités qui risquent de s'intensifier, et qui aggraveraient encore la violence et la famine dans ce pays. Le Secrétaire général est également en contact avec la présidente de la République centrafricaine et d'autres acteurs politiques de ce pays pour une mission de l'Internationale Socialiste sur place, afin de voir comment contribuer à la résolution de ce conflit.

En ce qui concerne le Sahara occidental, le Conseil a rappelé la résolution adoptée à Cascais, Portugal, et a soutenu la proposition du Secrétaire Général : que la mission d'ores et déjà approuvée par le Comité Méditerranée de l'IS soit envoyée au plus vite dans cette région et qu'elle présente son compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil. Si ce délai s'avère trop court, le Président et le Secrétaire général de l'IS effectueront cette visite.

Le Conseil a également adopté une résolution en soutien au processus de paix en Colombie.

Le travail sur la démocratie constitue un fondement de l'Internationale Socialiste depuis ses débuts. Les interventions concernant le thème « Notre travail pour renforcer et approfondir la démocratie » (liste des intervenants) ont reconnu la contribution historique de l'IS à ce sujet et ont rappelé que tous les partis membres s'accordent sur la nécessité de mettre en place des démocraties réelles, responsables et efficaces. Les délégués ont parlé des réussites démocratiques accomplies par les partis membres de l'IS dans des conditions difficiles. Ils ont également décrit les grands obstacles à la démocratie que de nombreux sociaux-démocrates doivent affronter dans des pays comme la Mauritanie, dont le leader du RFD a prononcé un discours à ce sujet. Le besoin d'une véritable démocratie est particulièrement criant dans le monde arabe, comme le souligne une déclaration adoptée par le Conseil.

Au vu de la situation actuelle au Venezuela, le Conseil soutient la résolution concernant le Venezuela, adoptée par le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes lors de sa récente réunion en République dominicaine.

Le Conseil a également adopté une résolution concernant Puerto Rico.

L'ordre du jour abordait ensuite la question des migrations, et plus particulièrement la définition d'une charte de l'IS pour les migrants, sur laquelle l'Internationale Socialiste travaille actuellement. Dans son introduction, le président du Comité de l'IS sur les migrations, Habib el Malki (Maroc, USFP), a relayé les discussions menées lors de la récente réunion du Comité à Tanger. D'autres contributions ont été apportées par les délégués (liste des intervenants) des pays particulièrement concernés par la question des migrations, notamment le Mexique et le Guatemala. Ces derniers ont proposé des éléments clés à inclure dans cette charte de l'IS et ont présenté d'autres préoccupations urgentes en rapport avec les migrants de leurs pays.

En conclusion de ces débats sur les migrations, le Conseil a adopté une déclaration sur la réunification familiale, pour mettre un terme à la tragédie des enfants migrants du Mexique et d'Amérique centrale, qui sont séparés de leurs familles.

Le président du Comité d'éthique de l'IS, Gilles Mahieu (Belgique, PS), a rendu compte des décisions concernant l'admission de nouveaux membres et les changements de statuts proposés par le comité. Le Conseil a accepté que le Parti républicain turc (CTP) de Chypre devienne membre de plein droit de l'IS. De même, le Conseil a accepté de rétablir le statut consultatif du Parti Social-Démocrate d'Azerbaïdjan (SDPA). Parmi les nouvelles demandes d'adhésion, sur les recommandations du Comité d'éthique, le Conseil a accordé le statut consultatif au Parti Populaire Uni (PUP) du Belize, au Parti Démocratique du Botswana (BDP) et au Parti de l'Harmonie Populaire de Lettonie. Également sur recommandation du Comité, le Conseil a accordé le statut de membre observateur à l'Union Nationale pour la Démocratie et le Renouveau (UNDR) du Tchad, au Congrès pour la Démocratie du Lesotho (LCD) et au Parti Démocratique du Swaziland (SWADEPA). Toutes ces décisions doivent être ratifiées par le prochaine congrès, conformément aux statuts. Le Comité va continuer d'examiner les nombreuses autres demandes d'adhésion et a décidé de se réunir à nouveau pour une session de travail d'une journée à Londres à l'automne de cette année.

Maurice Poler, coprésident du Comité d'Administration et des Finances de l'IS (Venezuela, AD), a présenté la situation financière actuelle de l'Internationale Socialiste, les comptes certifiés pour 2013 ainsi qu'un compte rendu des discussions et décisions du Comité. Des propositions ont été faites pour des sanctions contre les partis membres ayant cotisations impayées. Les partis qui n'ont pas réglé leur cotisation d'adhésion depuis trois ans ou plus en raison de difficultés financières pourront conclure un accord de paiement. Ceux qui ne font pas cet engagement seront informés qu'ils cessent d'être membres de l'IS à la prochaine réunion du Conseil. Le compte rendu du Comité a été accepté par le Conseil, qui a également approuvé les comptes de l'IS de 2013.

Le Secrétaire général a résumé en bref les activités de l'IS depuis la dernière réunion du Conseil à Istanbul. Malgré les restrictions financières de l'année dernière en raison du paiement tardif ou le non-paiement des cotisations, l'Internationale Socialiste avait réussi à poursuivre son intense programme d'activités grâce à l'enthousiasme et à l'engagement de nombreux membres du mouvement. Ce dynamisme s'est manifesté à divers niveaux dans différentes régions du monde où l'IS a été présente ; dans les réunions régionales de notre Internationale ; dans notre présence sur les lieux des conflits ; lors des congrès de nos partis membres ; dans nos Comités thématiques et statutaires ; dans les réunions des parlementaires ; dans l'observation des élections ; et dans d'autres initiatives de notre Internationale. Près de trente activités ont été menées à bien partout dans le monde depuis notre dernier Conseil, dans le sillage des soixante entreprises l'année précédente.

Concluant la réunion, le Président a remercié tous les délégués pour leur participation constructive et pour les accords obtenus. L'IS est bien placée, comme notre histoire l'a démontré, de rassembler les parties et de créer le dialogue là où d'autres pouvaient pas, grâce aux valeurs communes que nous partageons. Comme le recteur de l'UNAM la veille, le Président a rappelé que l'ancienne et la nouvelle génération ont une énorme responsabilité envers l'humanité, car nous sommes actuellement confrontés à des défis sans précédent. Paradoxalement, nous possédons les moyens, les ressources, le savoir-faire et les capacités humaines pour résoudre ces problèmes, mais tout repose sur les décisions politiques et la mise en œuvre d'une réelle démocratie. Nos actions individuelles et collectives sont cruciales et l'IS s'engage à continuer de travailler main dans la main pour concrétiser nos objectifs communs. Au nom de tous les participants, le Président a sincèrement remercié les partis organisateurs pour leur accueil chaleureux et pour avoir permis une excellente réunion.

Liste des participants

Procès-verbal de la réunion du Conseil

Couverture de presse de la réunion

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Mexico, 30 juin – 1er juillet 2014

DÉCLARATION CONCERNANT LES PRIORITÉS DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE

Original : anglais

La crise financière de 2008 continue d'avoir des répercussions dans le monde entier. Lors de sa réunion à Mexico le 30 juin et le 1er juillet 2014, le Conseil de l'Internationale Socialiste a débattu des grandes priorités du mouvement social-démocrate à l'échelle mondiale. Le Conseil a également identifié quatre problèmes clés actuellement communs à toutes les sociétés et nations.

Inégalités

Tout d'abord, les inégalités croissantes au sein de l'économie mondiale doivent être adressées. Depuis bien trop longtemps, la réussite et l'échec des économies nationales sont mesurés sur la base du PIB, sans tenir compte de la richesse relative et de la répartition de la croissance économique parmi toutes les catégories de revenus. Ce problème est largement dû à la notion désormais discréditée selon laquelle 'la marée montante entraînerait toutes les embarcations', et la croissance économique serait bénéfique à tous. Ces 30 dernières années, nous avons systématiquement observé qu'au contraire, la croissance économique peut exacerber les inégalités au sein de la société, aidant très peu les populations qui ont le plus besoin d'une augmentation de revenus. Ce phénomène est encore plus évident depuis la crise financière, puisque plus de 90 % des augmentations de revenus ont bénéficié aux 1 % les plus riches.

Pour bâtir des sociétés plus prospères et égalitaires, satisfaisant les besoins de tous les citoyens, nous devons nous doter de mesures autres que le PIB, par exemple le coefficient de Gini. S'il est mis en avant comme le PIB, cet indicateur révèlera au public à quel point la richesse est concentrée entre les mains d'un petit groupe. Ainsi, nous pourrons adopter des politiques économiques à même de réduire les inégalités tout en accentuant la croissance. Nous devons encourager les gouvernements à publier leur coefficient de Gini chaque année, au même titre que le PIB et d'autres indicateurs économiques, ainsi que les indicateurs du travail décent recommandés par l'OIT. Les citoyens pourraient alors évaluer les gouvernements selon leur capacité à réduire les inégalités, ce qui inciterait les politiciens à respecter leurs obligations démocratiques.

Sur le plan politique, l'augmentation des inégalités a permis à la colère et aux courants réactionnaires de gagner du terrain. Le rejet des pratiques habituelles s'est manifesté dans des mouvements populaires puissants, tout en permettant à des partis populistes et « antisystèmes » de rallier des soutiens. Nous savons que les politiques de marginalisation et de division ne sauraient en aucun cas résoudre les difficultés économiques mondiales. En plus d'aggraver les problèmes, le fait de liguer différents segments de la société les uns contre les autres est fondamentalement contraire à l'égalité des droits, libertés et opportunités pour tous. Pour approfondir et renforcer le travail de l'Internationale Socialiste concernant les inégalités, une commission spéciale va être créée : elle sera chargée d'étudier davantage le problème et de formuler des propositions.

Corruption et dérégulation financière

La lutte sans relâche contre la corruption et les individus qui se rendent coupables de ces pratiques est également prioritaire au sein de l'économie mondiale. La corruption est un cancer qui ronge nos sociétés ; l'effondrement financier de 2008 a mis au jour l'ampleur de la corruption qui s'est emparée du secteur financier. C'est le comportement irresponsable des établissements financiers et les risques qu'ils ont pris sur le marché des subprimes qui ont donné lieu au krach boursier. Parallèlement, les manipulations du LIBOR et le blanchiment d'argent opérés par de grands établissements financiers ont accentué la méfiance du public. Aujourd'hui, l'instabilité fondamentale du système n'a pas été corrigée. Dans cette optique, l'IS est en faveur de la régulation des flux de capitaux et des établissements financiers à l'échelle nationale et supranationale.

La corruption politique doit également être éliminée. En effet, en plus d'empêcher une bonne gouvernance, elle entraîne un gaspillage et une inefficacité qui n'ont pas lieu d'être. L'existence même de la corruption, mais aussi sa perception, entachent le processus politique et conduisent à une perte de confiance à l'égard des partis et des systèmes qui gouvernent nos sociétés.

Big data

Nous sommes entrés à jamais dans l'ère du *Big data,* ce qui suscite une inquiétude tout à fait justifiée. En effet, la surveillance à grande échelle et la manière dont les gouvernements et grandes entreprises semblent accéder sans la moindre limite à nos données personnelles, sont une menace pour le respect de la vie privée. L'Internationale Socialiste reste fermement opposée à l'invasion non réglementée de la sphère privée, telle qu'elle a été dévoilée ces 12 derniers mois par des révélations concernant la surveillance internationale.

Le pouvoir du *Big data* est indéniable. Or ce pouvoir pourrait être exploité pour une responsabilisation démocratique, particulièrement dans la lutte contre la corruption et dans l'application des impôts et autres taxes. Une surveillance réelle des transactions financières et des dépenses gouvernementales permettrait de dissiper les craintes concernant la corruption du système politique. Le fléau de l'évasion fiscale, qui entrave la capacité des gouvernements à équilibrer leur budget, pourrait être combattu par l'utilisation ciblée du *Big data* afin de collecter plus efficacement les recettes fiscales. Enfin, en éliminant le prix de transfert lié à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéfices (BEPS), il serait possible de lutter contre les paradis fiscaux offshore, et de mieux collecter les impôts dus par les contribuables les plus riches. Les États doivent avoir le pouvoir d'appliquer des mesures de contrôle afin de réguler la puissance financière du capital transnational.

Environnement

Le développement humain inflige des dommages irréversibles à notre planète, et ce à un rythme effréné, comme l'a déjà souligné l'IS à de nombreuses reprises par le biais de sa Commission sur le changement climatique. L'économie de marché s'est avérée systématiquement incapable de réguler une demande non durable, car l'économie néoclassique ne permet pas une chute des résultats.

L'absence d'action a conduit à une situation catastrophique en terme de réchauffement climatique. Pourtant, la solution pourrait être bénéfique à la fois à la survie de la planète et à l'économie mondiale. La mise en place d'une infrastructure axée sur la transition vers une économie post-carbone, selon un

haut niveau de coordination, permettrait de limiter les émissions à long terme et de lutter contre le changement climatique. En outre, cette infrastructure créerait des emplois décents et bien rémunérés pendant des dizaines d'années.

S'il est vrai que nos priorités au sein de l'économie mondiale ne sont pas interdépendantes, elles sont profondément liées. Une action dans tous ces domaines pourrait engendrer un cercle vertueux : l'investissement dans une infrastructure écologique mondiale créerait des emplois décents, durables et bien rémunérés, qui ne profiteraient pas uniquement aux 1 % les plus riches et qui réduiraient donc les inégalités au sein de la société. La réduction des inégalités permettrait à son tour de moins s'appuyer sur le PIB pour la mesure de la réussite économique. Par ailleurs, dans ce nouveau contexte, les gouvernements auraient davantage d'obligations vis-à-vis des citoyens. Cette responsabilisation pourrait elle-même élargir l'utilisation du *Big data* pour cibler efficacement l'évasion fiscale et lutter contre la corruption. Or cette lutte ne serait pas seulement positive d'un point de vue économique ; elle permettrait également d'éliminer les intérêts particuliers qui pervertissent les partis politiques et les gouvernements, et qui ont freiné toute action ambitieuse face au changement climatique.

_____

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Mexico, 30 juin – 1er juillet 2014

DÉCLARATION

INSURRECTION EN IRAQ

Original : anglais

L'insurrection terroriste qui a récemment balayé l'Irak inquiète fortement l'Internationale Socialiste ; elle doit être enrayée de toute urgence. Notre mouvement est horrifié par les récits de massacres et d'exécutions de prisonniers désarmés, autant d'actes qui sont absolument injustifiables. Le Conseil de l'Internationale Socialiste condamne sans réserve les actions de l'État islamique en Iraq et au Levant (EIIL), groupe insurrectionnel responsable des crimes haineux perpétrés récemment en Irak et en Syrie. Les troubles de ces dernières semaines accentuent l'instabilité dans une région qui a besoin de sécurité et de démocratie. Nous compatissons avec les nombreux civils innocents victimes de la violence et du terrorisme, y compris les diplomates turcs et leurs familles, enlevés par des militants à Mossoul.

Les événements traumatisants de ces dernières semaines ont mis à mal la structure gouvernementale et le gouvernement fédéral d'Iraq. L'Internationale Socialiste rejette la création d'un califat islamiste et soutient les appels à un gouvernement d'unité nationale en Iraq. Ce gouvernement devra représenter toute la diversité de la société iraquienne, afin de construire un avenir commun dans lequel les intérêts de tous les Irakiens seront protégés, reconnaissant ainsi que la liberté de tous les groupes doit être respectée. Partout où l'égalité des droits n'est pas garantie, la division sectaire et l'extrémisme trouvent un terrain propice. Aujourd'hui, ce sont les citoyens irakiens qui paient le prix de ces divisions. L'IS exprime sa solidarité avec son parti membre en Iraq, le PUK, et avec le peuple kurde qui se trouve en première ligne dans la lutte contre l'insurrection extrémiste en Irak. L'IS demande à ce que le peuple kurde ait la possibilité de s'exprimer dans toutes les discussions sur l'avenir de l'Irak.

_____

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Mexico, 30 juin – 1er juillet 2014

DÉCLARATION

LA DÉMOCRATIE DANS LE MONDE ARABE

Original : anglais

Depuis la dernière réunion du Conseil, une nouvelle constitution a été adoptée en Égypte, où des élections présidentielles ont également eu lieu. Néanmoins, l'IS reste inquiète face à l'absence de droits et libertés dans ce pays et face aux larges pouvoirs que la nouvelle constitution accorde à l'armée. Pour que l'Égypte puisse prospérer, nous demandons au nouveau régime de permettre un large débat impliquant toutes les organisations politiques. Nous lui demandons également d'agir comme une véritable démocratie, c'est-à-dire de permettre une opposition et des échanges d'idées sans restriction ni persécution.

L'Internationale Socialiste rejette la loi sur les manifestations, qui restreint la liberté d'expression et le droit de manifester pacifiquement. De même, l'Internationale Socialiste condamne l'incarcération totalement inacceptable de journalistes dans ce pays. La liberté de la presse est un fondement de la démocratie ; nous nous opposerons toujours à une telle persécution.

Ces derniers mois, des progrès encourageants ont été accomplis via l'accord du Yémen, qui fixe un cadre institutionnel pour un état unifié sur la base du fédéralisme et de la démocratie. Après des années de répression, d'amertume, de division et de violence, ce processus permet d'espérer une paix durable dans le pays, et nous montre qu'il existe une autre voie que les atrocités récemment observées en Iraq et en Syrie. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'IS soutient les démocrates qui partagent nos valeurs : la liberté de religion, l'égalité des droits et des niveaux de vie décents pour tous.

En Syrie, les extrémistes sont sortis renforcés de l'oppression et de l'autoritarisme imposés par le régime ; ils ont su exploiter le chaos et le désordre nés de la guerre civile qui, à ce jour, a fait plus de 160 000 victimes. Depuis le début des protestations et du soulèvement en Syrie, l'IS est aux côtés des Syriens qui souhaitent instaurer la démocratie et la paix dans leur pays. La communauté internationale doit elle aussi soutenir ces démocrates pour qu'ils puissent vaincre d'une part la répression et l'autoritarisme, et d'autre part les meurtres et la terreur perpétrés par les fondamentalistes.

En Syrie, une seule solution est viable à long terme : une résolution diplomatique du conflit, afin de combler l'absence de pouvoir dans laquelle des organisations comme l'EIIL prospèrent en toute liberté. C'est pourquoi le Conseil demande à nouveau la mise en place d'un gouvernement de transition pour ouvrir la voie à une démocratie respectant les droits et libertés de toutes les minorités en Syrie.

Le conflit actuel en Syrie ainsi que les événements récents en Iraq ont des conséquences dramatiques en Jordanie, pays central pour la stabilité et le progrès de la démocratie dans la région. En effet, la Jordanie abrite plus d'un million de réfugiés. Avec l'aide du HCR, environ 20 % de ces réfugiés vivent dans des camps ; les 80 % restants ont été accueillis par différentes communautés, principalement dans le nord du

pays. Les infrastructures existantes ainsi que les systèmes d'éducation et de santé sont donc soumis à une pression considérable. Par ailleurs, étant donné la situation actuelle en Syrie et le niveau de destruction subi par le pays, de nombreux réfugiés ne seront pas en mesure de rentrer chez eux dans un avenir proche.

Pour résoudre ce problème humanitaire, la communauté internationale doit augmenter substantiellement le soutien accordé à la Jordanie, mais également aux organisations humanitaires qui œuvrent au Liban. Dans ce pays aussi, l'afflux de réfugiés doit être pris en charge de manière à répondre aux besoins de base de ces populations, tout en protégeant la stabilité du pays. Enfin, puisque 9 à 10 millions de personnes en Syrie ont besoin d'une assistance humanitaire, la résolution 2139 du Conseil de sécurité des Nations unies doit absolument être mise en œuvre.

_____

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Mexico, 30 juin – 1er juillet 2014

RÉSOLUTION CONCERNANT PUERTO RICO

Original : Espagnol

L'Internationale Socialiste a systématiquement soutenu la décolonisation et l'indépendance de Puerto Rico, depuis le congrès de l'IS de 1983 à Albufeira sous la présidence de Willy Brandt, jusqu'au 23 juin dernier. À cette date, conformément à la décision du conseil d'Istanbul, le Président de l'IS, George Papandreou, s'est présenté devant le Comité spécial de la décolonisation des Nations unies, afin de soutenir la résolution sur Puerto Rico, qui a d'ailleurs été adoptée à l'unanimité.

Après avoir défini le statut actuel de Puerto Rico comme un assujettissement politique et après avoir réaffirmé le droit inaliénable de cette nation à l'autodétermination et à l'indépendance, cette résolution du Comité spécial de la décolonisation demande aux États-Unis de mettre en place un processus permettant à Puerto Rico d'exercer pleinement ce droit. Cette résolution demande également à l'Assemblée générale des Nations unies d'examiner le cas portoricain. À l'instar de George Papandreou, la résolution adoptée demande à Barack Obama de libérer l'indépendantiste Oscar López, emprisonné par les États-Unis depuis 33 ans pour « conspiration séditieuse ».

Cette résolution du Comité spécial de la décolonisation souligne avec satisfaction les trois paragraphes concernant Puerto Rico et la décolonisation, adoptés en janvier 2014 lors du dernier sommet de la Communauté d'États latino-américains et Caraïbes (CELAC). Cette résolution rappelle que Puerto Rico est né en tant que nation latino-américaine et qu'elle s'inscrit dans le travail du CELAC, de par son statut politique tel qu'il a été établi par les résolutions du Comité de la décolonisation. À noter que l'engagement à promouvoir la fin du colonialisme en Amérique latine et dans les Caraïbes est conforme à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations unies, qui déclare le droit inaliénable des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance. Véritable Magna Carta de la décolonisation, cette résolution s'applique au cas portoricain, selon le Comité spécial de la décolonisation.

Par ailleurs, l'IS rappelle que lors du vote qui a eu lieu en novembre 2012 à Puerto Rico, la majorité absolue a rejeté l'assujettissement politique actuel. Face aux pressions de Puerto Rico et de la communauté internationale, il revient désormais au Congrès et au gouvernement des États-Unis de respecter leurs obligations en termes de décolonisation. Dans ce processus, ils devront collaborer avec les citoyens portoricains afin que ces derniers puissent enfin voter pour le mode de décolonisation de leur choix, les propositions ayant été préalablement négociées entre les partis.

Au vu de ces décisions importantes, à un moment où la faillite politique du régime colonial a entraîné l'effondrement de l'économie et l'échec fiscal du gouvernement, de nouvelles initiatives doivent être adoptées de toute urgence afin de soutenir le peuple portoricain dans sa décolonisation complète.

C’est pourquoi, fidèle à sa responsabilité politique et à son soutien historique de la décolonisation en général, et plus particulièrement à Puerto Rico, l’Internationale Socialiste a décidé de créer un groupe de travail spécial. Ce dernier encouragera une action concertée, nécessaire pour concrétiser les objectifs fixés par l’IS, le CELAC et le Comité spécial de la décolonisation, et pour à terme, permettre l’examen du statut colonial de Puerto Rico par l’Assemblée générale des Nations unies, au regard de la résolution 1514 (XV). Cet examen ainsi que le processus diplomatique qui devra le précéder, seront cruciaux et décisifs dans les efforts pour que les États-Unis reconnaissent la nécessité d’initier un travail collaboratif, couronné par la décolonisation de Puerto Rico.

Ce groupe de travail spécial de l’IS sur Puerto Rico sera dirigé par Rubén Berríos Martínez, notre Président honoraire, qui est également à la tête du parti indépendantiste portoricain. Les partis membres suivants seront représentés : le Parti révolutionnaire institutionnel et le Parti de la révolution démocratique du Mexique, l’Union Civique Radicale et le Parti Socialiste d’Argentine, et le Front Sandiniste du Nicaragua.

_____

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Mexico, 30 juin – 1er juillet 2014

DÉCLARATION SUR LA RÉUNIFICATION FAMILIALE

Original : espagnol

À l'issue de sa réunion à Mexico le 30 juin et le 1er juillet 2014, le Conseil de l'Internationale Socialiste exprime son inquiétude face à la tragédie humaine que constitue la migration massive des enfants d'Amérique centrale et du Mexique vers les États-Unis. Cette migration est due à la pauvreté, à l'exclusion sociale, à la marginalisation, aux manques d'opportunités, le souhait d'une réunification familiale et des garanties d'intégrité familiale. Dans cette région, l'Internationale Socialiste s'inquiète également des souffrances de milliers d'enfants qui sont détenus après avoir essayé de traverser la frontière, avec ou sans leurs parents.

Nous exigeons que les pays d'origine et de destination trouvent une solution à ce problème, dans le respect de l'intégrité et des droits des enfants et adolescents migrants, conformément à la Convention internationale sur les droits de l'enfant. Parallèlement, nous demandons aux Nations unies et au CELAC de prendre position à ce sujet et d'adopter les mesures nécessaires pour résoudre ce problème dans les plus brefs délais.

_____

RÉUNION DU COMITÉ DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE
POUR AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

République dominicaine, 9-10 mai 2014

RÉSOLUTION CONCERNANT LE VENEZUELA

Original: espagnol

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour Amérique Latine et les Caraïbes s'est réuni les 9 et 10 mai 2014 en République dominicaine, à la lumière de la crise politique, sociale et économique grave touchant le Venezuela, et des allégations préoccupantes de violation des droits de l'homme ces derniers mois.

RÉSOLUTIONS

- Exiger la libération de tous les étudiants et prisonniers politiques, le retour de ceux qui étaient exilés, et l'arrêt des persécutions politiques, afin de garantir la vie et l'intégrité de tous les citoyens.

- Conforter le dialogue entamé le 10 avril 2014 entre le gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela et les représentants du parti d'opposition Mesa de Unidad Democrática (MUD), facilité par la communauté internationale par l'intermédiaire du nonce apostolique, représentant le Vatican et Doyen du corps diplomatique accrédité dans ce pays, et les ministres des affaires étrangères de l'UNASUR, en commun accord avec les deux parties. Le Comité espère aussi que ce dialogue produira rapidement des résultats qui permettront à la situation politique, sociale et économique du Venezuela de se normaliser, sachant que depuis le 12 février, le pays endure de fortes tensions, des manifestations de protestation et des actes de violence ayant entraîné un nombre déplorable de morts, de blessés et d'emprisonnements, ainsi que d'importants dommages aux édifices publics et privés.

- Faciliter la création d'une Commission Indépendante pour la Vérité, qui aura pour mission d'enquêter sur les événements qui ont eu lieu depuis le 12 février de cette année, en coopération avec le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies.

- Faciliter le désarmement des groupes armés, une mesure essentielle pour rétablir la paix.

- Soutenir le renouvellement, conformément à la Constitution, des pouvoirs publics arrivés à terme, à savoir : le Conseil Électoral National, la Cour Suprême de Justice et le Bureau du Contrôleur général de la République.

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Mexico, 30 juin – 1er juillet 2014

RÉSOLUTION CONCERNANT LE PROCESSUS DE PAIX EN COLOMBIE

Original : espagnol

Durant sa réunion à Mexico le 30 juin et le 1er juillet 2014, le Conseil de l'Internationale Socialiste a notamment évoqué ses efforts pour résoudre les conflits ouverts. À cet égard, l'IS a décidé de soutenir sans équivoque le processus de paix par lequel la Colombie cherche à mettre un terme à 50 ans de conflit et d'insurrection des FARC.

L'Internationale Socialiste demande la poursuite des négociations de paix menées à la Havane depuis novembre 2012. D'ailleurs, l'IS est certaine que ce dialogue pourra continuer de porter ses fruits. L'Internationale Socialiste est optimiste face aux accords importants d'ores et déjà conclus en ce qui concerne le développement agraire, la participation politique et la fin des liens avec le trafic de drogues. Néanmoins, l'IS rappelle que d'autres questions extrêmement importantes restent d'actualité : par exemple, les responsabilités de chacun face aux victimes du conflit, et à terme, la démobilisation.

L'Internationale Socialiste suivra attentivement la participation prochaine des représentants des victimes au dialogue de paix ; l'IS répète sa solidarité à leur égard. L'Internationale Socialiste soutient les récentes déclarations des négociateurs du gouvernement colombien et des FARC. En effet, en permettant aux victimes de participer au processus de paix, ils ont assuré une représentation plurielle et équilibrée de ces dernières ainsi que des différents crimes, la violence à l'égard des femmes étant particulièrement envisagée. La vérité, la justice, la réparation et la non-répétition sont des droits et garanties pour tous les Colombiens qui souffrent de ce conflit depuis des générations.

L'Internationale Socialiste soutient la société colombienne, qui demande actuellement aux décideurs politiques et leaders sociaux de conclure rapidement et de manière positive les dialogues de paix. L'IS continuera également de soutenir la Colombie dans sa construction après le conflit, afin d'asseoir la paix et d'établir un cadre propice à plus de justice, d'intégration, de bien-être et de sécurité pour tous les Colombiens.

_____

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Mexico, 30 juin – 1er juillet 2014

RÉSOLUTION CONCERNANT L'ARGENTINE

Original : espagnol

À l'issue de sa réunion à Mexico le 30 juin et le 1er juillet 2014, le Conseil de l'Internationale Socialiste exprime sa solidarité avec l'Argentine, qui a essuyé une décision défavorable. Rappelons que la procédure en question émanait d'un groupe minoritaire de détenteurs de titres boursiers qui ont refusé la restructuration de la dette extérieure en 2005 et 2010.

Cette décision met sérieusement en péril les engagements de paiement pris par la République argentine, alors que 92 % des détenteurs de titres avaient accepté les conditions de cette restructuration, en cours depuis les dates susmentionnées.

La volatilité des marchés financiers ces 20 dernières années a eu de graves conséquences pour certains pays, qui ont été contraints de restructurer leurs engagements extérieurs. Au vu de cette situation, il est essentiel de créer des mécanismes internationaux pour la renégociation des dettes souveraines, afin d'obtenir un accord définitif avec les créanciers étrangers. Ainsi, la cupidité de petits groupes de spéculateurs ne pourra pas entraver les possibilités de redressement économique ni compromettre le développement et le bien-être des populations.

_____

INTERNATIONALE SOCIALISTE

L'IS appelle à un cessez-le-feu immédiat dans la crise à Gaza

14 JUILLET 2014

L'Internationale Socialiste est profondément préoccupée par la crise actuelle à Gaza et le nombre croissant de victimes civiles. C'est pourquoi l'IS demande aux leaders israéliens et palestiniens de mettre immédiatement un terme à ce conflit, de rétablir le calme et de respecter le cessez-le-feu de novembre 2012, comme l'a réclamé le Conseil de sécurité des Nations unies le 12 juillet.

Le respect du droit humanitaire est fondamental, particulièrement la protection des populations civiles. Les pertes humaines et la souffrance dont le monde a été témoin ces derniers jours sont absolument inacceptables.

Comme l'a déclaré l'Internationale Socialiste à de nombreuses reprises, pour obtenir une paix et une stabilité durables dans la région, il faut impérativement créer un État palestinien parallèle à l'État d'Israël, les deux nations reconnaissant et respectant leurs frontières mutuelles.

Les tirs de roquettes visant Israël depuis la bande de Gaza, dont le peuple subit des conditions de vie insupportables, et inversement, le bombardement dévastateur de la ville de Gaza par l'armée israélienne : toutes ces attaques sont autant d'actes déplorables. Elles ne font qu'aggraver les souffrances, les pertes humaines et la violence, tout en amenuisant les espoirs de paix.

Les négociations pour résoudre le conflit israélo-palestinien doivent reprendre de toute urgence. C'est la seule voie possible et à cet égard, la communauté internationale doit assumer une responsabilité particulière.

INTERNATIONALE SOCIALISTE, PO BOX 67973, LONDRES, SW4 4DU, UNITED KINGDOM
T: (44 20) 7627 4449 | T: (44) 7825 149 076 | E: Socialist International

INTERNATIONALE SOCIALISTE

L'Internationale Socialiste condamne les bombardements des camps de réfugiés à Gaza

24 JUILLET 2014

L'Internationale Socialiste condamne inconditionnellement l'attaque menée par l'Armée de Défense d'Israël, contre une école du nord de Gaza utilisée par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), occupée par des réfugiés dont la plupart sont des femmes et des enfants. Cette attaque a fait au moins quinze morts et plusieurs centaines de blessés. Les rapports des officiels de l'UNRWA citent les efforts, persistants mais vains, fournis afin de trouver le créneau nécessaire pour évacuer les civils en lieu sûr.

Depuis plus de sept ans, les citoyens de Gaza souffrent des privations et souffrances consécutives au blocus de l'enclave par l'armée israélienne. L'Internationale Socialiste considère cette action comme étant inhumaine et contre-productive. Elle déplore l'indifférence dont fait preuve le gouvernement d'Israël vis-à-vis du droit humanitaire international, en pratiquant ce qui en réalité est une punition collective des civils palestiniens et la destruction de leur infrastructure de base. Cette situation s'est encore aggravée. Aujourd'hui des milliers de citoyens de Gaza souffrent d'un besoin urgent de provisions médicales et plus de cent mille sans abris cherchent un refuge, dans un contexte de pénurie grave d'eau et de vivres.

L'Internationale Socialiste réitère l'appel du 14 juillet, demandant l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat. Elle demande une fois de plus au gouvernement israélien, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité, de traiter les causes sous-jacentes du conflit et d'engager des négociations avec le gouvernement palestinien afin de trouver une solution à deux États, seule issue possible pour instaurer la paix durable et la stabilité dont tous les peuples de la région ont tellement besoin et que chaque citoyen mérite de plein droit.

INTERNATIONALE SOCIALISTE, PO BOX 67973, LONDRES, SW4 4DU, UNITED KINGDOM
T: (44 20) 7627 4449 | T: (44) 7825 149 076 | E: Socialist International

INTERNATIONALE SOCIALISTE

Le conflit ukrainien au cœur des discussions à Astana

15-16 SEPTEMBRE 2014

La Comité de l'Internationale Socialiste pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire s'est réuni les 15 et 16 septembre 2014 à Astana, au Kazakhstan, à l'invitation de son parti membre dans ce pays, le Parti Social-Démocratique National (OSDP). Trois thèmes principaux figuraient à l'ordre du jour de la réunion : la résolution des conflits et l'instauration de la paix dans la région : la contribution social-démocratique ; le rôle de notre mouvement dans l'avancement de la démocratie et de ses institutions dans la région de la CEI, du Caucase et de la Mer Noire ; et assurer l'ouverture, l'inclusion et la solidarité dans les pays de cette région – l'une des pierres angulaires du programme social-démocratique.

Les participants ont été chaleureusement accueillis par Zharmakhan Tuyakbai, le président de l'OSDP, qui a fait remarquer que c'était la deuxième fois que le comité s'était réuni dans son pays, après la réunion de 2011 à Almaty. Astana, a-t-il observé, était une ville prospère, mais cette prospérité ne s'était pas encore propagée aux citoyens dans le reste du pays. Il a indiqué que l'OSDP œuvrait pour plus de justice et de démocratie au Kazakhstan. S'interrogeant sur l'ordre du jour de la réunion, il a exprimé l'espoir que le comité puisse parvenir à une compréhension mutuelle, conformément à l'objectif fondamental de l'IS qui est de minimiser les conflits et les souffrances, et à sa tradition de débats ouverts et fraternels et d'accord consensuels.

Le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, a insisté sur l'importance des discussions qui auraient lieu lors des deux journées de la réunion. Avec la multiplication des conflits à travers le monde au cours des derniers mois, et en tant qu'organisation démocratique, nous nous devions d'approcher ces conflits en nous appuyant sur les expériences et les opinions de nos partis

membres dans les diverses régions du monde. Il a souligné que l'engagement social-démocratique pour la paix était une condition indispensable au bien-être et au progrès, et a insisté sur la nécessité de solutions politiques plutôt que militaires pour les conflits en cours. Il a aussi, tout comme les autres participants, exprimé sa reconnaissance au parti hôte pour son accueil fraternel et ses préparations pour cette réunion.

Les débats sur le thème de la résolution des conflits ont été axés sur les événements récents en Ukraine, en particulier dans les régions de l'est de ce pays.

Les délégations ont exprimé leur consternation à la perspective du retour d'une ère de guerres chaudes et extrêmement meurtrières, en décrivant le combat pour la justice sociale au Maïdan [NDLT : Place de l'Indépendance à Kiev] qui avait évolué vers un conflit externe. Il était nécessaire d'assurer le respect à l'égard du territoire de l'Ukraine, et le représentant ukrainien a souligné qu'il existait une nette volonté de la part du peuple de défendre son pays. Il était fondamental de rechercher la paix, tout en assurant le respect des droits de l'homme et des frontières nationales. Des doutes ont été exprimés quant à l'efficacité du fragile cessez-le-feu dans le pays et au fait que celui-ci ne constituerait qu'une pause avant le retour de la violence.

Les délégués du parti membre de l'IS en Russie ont mis l'accent sur la tragédie représentée par les face-à-face violents entre des individus qui avaient jusque-là vécu côte à côte. Ils ont appelé à l'arrêt des bombardements dans les zones civiles et à l'établissement de dispositions visant à ce que l'aide humanitaire parvienne aux régions affectées. Ils ont souligné les doléances de nombreux citoyens vivant dans les zones affectées de Donetsk et de Lugansk à l'égard du gouvernement de Kiev, et ont indiqué leur indignation à l'égard des récents projets et déclarations des dirigeants des pays de l'OTAN relativement à ce conflit. Ils se sont engagés conformément aux principes social-démocratiques de l'IS et espèrent de tout cœur que cette crise connaîtra une résolution pacifique.

D'autres interventions ont indiqué que dans les situations telles que le conflit en Ukraine, il est difficile de faire la distinction entre les faits et la propagande. Malgré des différences dans leurs interprétations du combat et des acteurs concernés, les délégations ukrainienne et russe, ainsi que tous les autres intervenants présents, s'étaient accordés pour dire que pour l'Internationale Socialiste, la première priorité doit être de promouvoir la paix et de mettre un terme aux pertes de vies humaines dans la population civile. Les citoyens ukrainiens sont ceux qui ont souffert, ayant été tout d'abord abandonnés par les gouvernements successifs et ayant tout récemment subi les conséquences du conflit, qui ont été ressenties par la population du pays tout entier, mais en particulier dans les régions affectées. Les membres des délégations des autres pays présents ont relayé leurs propres expériences lors des débats, et ont convenu que grâce à ses efforts visant à trouver un terrain d'entente, notamment par le biais d'une réunion telle que celle-ci entre collègues, l'IS avait son rôle à jouer dans l'adoption d'une nouvelle stratégie de résolution de la crise indépendamment des acteurs impliqués dans le conflit, aussi bien internes qu'externes, en gardant clairement à l'esprit les principes de notre organisation.

Suite à des discussions approfondies, menées dans un esprit d'honnêteté et d'ouverture, mais aussi de respect mutuel et de fraternité, les points de vue de tous ceux présents ont été pris en compte dans une déclaration sur le conflit en Ukraine, adoptée par le comité à la clôture de la réunion, soulignant la position de celui-ci en faveur de la résolution pacifique de ce conflit et les propositions découlant des accords conclus par les participants.

Les comptes-rendus présentés par les délégués à propos de la situation nationale dans leurs pays respectifs étaient fortement axés sur les thèmes à l'ordre du jour, à savoir la démocratie et la solidarité. Pour ce qui est du pays hôte, cela a principalement concerné la recherche d'une place pour une force

politique socio-démocrate efficace au Kazakhstan. Les membres du comité ont donc jugé qu'il était important que le parti participe à l'IS et à ses activités afin d'exprimer l'engagement des Kazakhs envers les valeurs et les principes de l'Internationale.

Le parti membre de l'IS en Russie avait, quant à lui, connu un certain succès électoral, tout en poursuivant son travail visant à renforcer le processus démocratique afin de résoudre les problèmes relevés.

L'Arménie a connu une mobilisation de la société civile et de groupes de jeunes, mais cela ne s'est pas manifesté par une politique de parti. Au parlement, le membre de l'IS ARF-D a recherché une coopération avec d'autres groupes d'opposition sur des questions d'intérêt commun.

En Azerbaïdjan, le parti avait rétabli ses relations avec l'Internationale Socialiste, conformément aux décisions du dernier Conseil, et jouait encore une fois un rôle actif dans le travail du Comité, fait qui avait été reflété dans l'opinion publique du pays.

Le comité a appris que la montée de l'autoritarisme faisait malheureusement partie de la vie politique au Tadjikistan, où l'opposition n'a pas de dirigeants en raison de l'élimination systématique des partis d'opposition officiels ou non, sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Les modifications apportées à la constitution en 1999 et en 2003 ont réduit l'espace démocratique dans le pays, qui était désormais plongé dans l'autoritarisme total.

Avant de conclure la réunion, les discussions ont été brièvement récapitulées, en rappelant en particulier les différents exemples et expériences relatifs aux difficultés que connaissent les socio-démocrates du monde entier pour faire avancer et consolider la démocratie politique, le développement économique équitable, et le changement social. Ces objectifs sont demeurés les engagements fondamentaux des partis membres de l'Internationale dans la région de la CEI, du Caucase et de la Mer Noire.

Liste des participants

Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire
Astana, Kazakhstan, 15–16 septembre 2014

DÉCLARATION SUR LE CONFLIT EN UKRAINE

Original : anglais

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire, réuni les 15 et 16 septembre 2014 à Astana, au Kazakhstan, a abordé la question de la résolution des conflits et de l'instauration de la paix dans la région, en prêtant une attention particulière au conflit en cours en Ukraine. Avec la participation de ses partis membres venus d'Ukraine et de la Fédération Russe, ainsi que de partis social-démocratiques d'autres pays de la région, le comité a évoqué et s'est mis d'accord sur la nécessité de mettre un terme rapide à ce conflit, et a émis la déclaration suivante.

La social-démocratie a pour premier mandat d'être un mouvement pour la paix, et le Comité réaffirme que la paix est une condition préalable fondamentale au progrès et à la prospérité de l'humanité. L'avenir de la social-démocratie dans la région de la CEI et ailleurs dépend de la prévalence de la paix. Les affrontements militaires et la destruction de vies humaines sont diamétralement opposés à tout ce que représente ce mouvement. Le Comité affirme qu'il est hautement prioritaire de réévaluer les causes de ce conflit, et d'examiner la manière selon laquelle les mouvements tels que l'Internationale Socialiste peuvent contribuer à mettre fin aux conflits ouverts tout autour de nous.

En Ukraine, comme partout ailleurs dans le monde, les considérations politiques doivent prévaloir sur la puissance militaire. Toutes les parties doivent reconnaître que la paix découle de l'engagement des hommes à régler les différends par des moyens non-militaires plutôt que bâtir une façade de paix basée sur le maintien d'un équilibre constitué de forces militaires et de menaces de destruction réciproques, comme tel était le cas dans le passé. Une paix de ce type nécessite un grand courage, l'identification des raisons véritables de l'affrontement et des manières dont ces griefs peuvent être résolus, au moyen de compromis et de négociations, de manière à éviter la perte de vies humaines et la destruction.

Une contribution essentielle de la social-démocratie à cet égard est de poursuivre son travail visant à établir des États modernes, ouverts et démocratiques, en poursuivant le rôle historique des socio-démocrates en tant que bâtisseurs d'États.

En réaffirmant les normes et les principes qui constituent le fondement de la paix, et le nouvel ordre international que nous avons édifié au niveau mondial au cours des deux dernières décennies, nous devons renouer avec la coopération régionale dont la progression avait été notée ces dernières années, sur la base des intérêts mutuels et des interactions. De nouvelles possibilités s'ouvrent aujourd'hui à chacun des pays indépendants de la CEI, du Caucase et de la Mer Noire, tant au cœur de cette région qu'à l'échelle internationale, chacun de ces états s'étant établi au sein de la communauté internationale des nations. Une condition préalable à

tout ceci, ici comme partout ailleurs dans le monde, est le respect de l'intégrité territoriale de chaque pays et de bonnes relations avec les pays voisins.

La mort de plus de 3000 personnes en Ukraine comme conséquence directe du conflit armé constitue une tragédie. La priorité la plus immédiate et la plus pressante est que le cessez-le-feu conclu par les parties à Minsk au début du mois soit maintenu. En outre, selon nous, les autres points de l'accord doivent être mis en œuvre aussi rapidement que possible, l'engagement d'un dialogue national inclusif revêtant une importance toute particulière, car c'est seulement ainsi que l'on parviendra à mettre un terme à la violence et à instaurer une paix durable. La récente proposition d'accorder une plus grande autonomie à certaines régions du sud-est de l'Ukraine ainsi que l'utilisation de la langue russe dans la vie privée et publique et dans l'enseignement constituent un exemple du type d'initiative qui sera nécessaire.

Selon nous, le rôle de tous les pouvoirs externes et de la communauté internationale relativement au conflit doit être guidé par l'objectif de sa résolution pacifique et rapide, en encourageant les parties à amorcer des négociations et en contribuant à instaurer un règlement définitif des différends entre celles-ci.

Il est impératif de reconnaître qu'au centre de ce conflit, se trouvent les Ukrainiens, qui, bien qu'ayant différents points de vue, doivent tous en subir les conséquences, et ce, aux quatre coins du pays. L'établissement de couloirs humanitaires sous observation internationale, visant à distribuer de l'aide, de la nourriture et du matériel médical à tous ceux qui en ont besoin en Ukraine, est une étape urgente nécessaire pour soulager les souffrances humaines dans ce pays.

La résolution du conflit en Ukraine revêt une importance primordiale pour le rétablissement des fondements de la paix et de la stabilité dans cette région. L'Internationale Socialiste demeurera par conséquent saisie de cette question et poursuivra le dialogue avec ses partis membres dans cette région.

INTERNATIONALE SOCIALISTE

Réunion du Présidium de l'IS et des Chefs d'État et de Gouvernement aux Nations unies, New York

25 SEPTEMBRE 2014

Latifa Perry

A l'occasion de la 69ème session de l'Assemblée générale des Nations unies, les membres du Présidium de l'Internationale Socialiste et des Chefs d'État et de Gouvernement se sont rassemblés le 25 septembre 2014 pour une réunion organisée au siège des Nations unies. La réunion s'est surtout penchée sur la contribution de notre mouvement à la paix et à la sécurité internationale face aux conflits ouverts actuels, sur notre ordre du jour de l'égalité dans l'économie mondiale et l'établissement d'une Commission de l'IS sur ce thème, ainsi que sur la définition des moyens d'avancer vers la concrétisation des accords mondiaux en 2015 sur le changement climatique.

Parmi les Chefs d'État et de Gouvernement, et autres hauts fonctionnaires présents à la réunion, se trouvaient le Président de la Guinée, Son Excellence Alpha Condé ; le Président du Mali, Son Excellence Ibrahim Boubacar Keita ; le Président du Niger, Son Excellence Mahamadou Issoufou (Président Honoraire de l'IS) ; le Président d'Afrique du Sud, Son Excellence Jacob Zuma (Vice-président de l'IS), le Premier Ministre de Belgique, Elio Di Rupo (Vice-président de l'IS), le Premier Ministre de Roumanie, Victor Ponta (Vice-président de l'IS) ; l'ancienne Présidente de la Finlande, Tarja Halonen (Présidente Honoraire de l'IS) ; le Secrétaire général de l'Organisation des États américains, José Miguel Insulza ; le Président adjoint du Conseil des ministres et Ministre des Affaires étrangères de Bosnie et Herzégovine, Zlatko Lagumdžija ; le Premier Ministre adjoint et Ministre des Affaires étrangères du Monténégro, Igor Lukšić ; le Ministre des Affaires étrangères et du commerce extérieur du Jamaïque, Arnold Nicholson ; la Ministre des Affaires étrangères de Namibie, Netumbo Nandi-Ndaitwah ; la Ministre des Relations internationales et de la coopération d'Afrique du Sud, Maite Nkoana-Mashabane ; Ahmad Bamarni, Responsable des organisations internationales au Gouvernement irakien, et Majdi Khaldi, Représentant du Président Mahmoud Abbas de Palestine.

La réunion était présidée par George Papandreou, Président de l'IS, et a compté avec la participation des membres du Présidium dont Luis Ayala, Secrétaire général de l'IS et des vice-présidents de l'IS

Victor Benoit (Haïti), Ahmed Ould Daddah (Mauritanie), Ousmane Tanor Dieng (Sénégal), Marcelo Ebrard Casaubón (Mexique PRD), Emmanuel Golou (Bénin), Alfred Gusenbauer (ancien Chancelier d'Autriche), Chantal Kambiwa (Cameroun), Mario Nalpatian (Arménie), Julião Mateus Paulo (Angola), Henry Ramos (Vénézuela), Sukhbaatar Batbold (ancien Premier Ministre de Mongolie), Miguel Vargas Maldonado (République Dominicaine) et des organisations fraternelles de l'IS en la personne de Ouafa Hajji (Présidente, Internationale Socialiste des Femmes) et de Felipe Jeldres (Président de l'IUSY).

Le message relatif à la nécessité d'une action décisive de la communauté internationale face aux conflits ouverts, est clairement ressorti des discussions sur le premier thème de la réunion. La menace que représentent des organisations terroristes comme l'EIIL, Boko Haram ou Al Qaeda ne concerne pas seulement les pays dans lesquels elles sont basées et sévissent, elle déstabilise également la sécurité à l'échelle mondiale. Les participants ont notamment entendu comment l'instabilité en Libye, par example, avait abouti à la détérioration de la sécurité au Niger et au Mali. Les échanges des participants sur les événements les plus récents en Irak et en Syrie ont confirmé leur position, ferme et sans équivoque, contre les actes de meurtre brutaux et répugnants commis par les terroristes dans ces pays, comme l'avit déjà déclaré l'IS lors de la dernière réunion du Conseil. Le terrorisme menace les valeurs de l'humanité et la civilisation et des efforts concertés s'imposent impérieusement pour protéger les innocents en Irak, en Syrie et au-delà contre la menace terroriste, mais aussi pour endiguer sa propagation. S'exprimant au nom du gouvernement irakien, Ahmad Bamarni a présenté une perspective intérieure importante des menaces particulières pesant sur l'Irak. Une déclaration spécifique sur l'élimination de la terreur en Irak et en Syrie a été publiée après la réunion.

Les participants ont approuvé la récente déclaration sur le conflit en Ukraine adoptée par le Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer noire à l'occasion de sa dernière réunion au Kazakhstan, exemple de la capacité de l'IS de rassembler ses partis membres dans un esprit de discussion franche, dans la recherche d'accords fondés sur des principes.

Le consensus est tout aussi évident quant au besoin pour les sociaux-démocrates de continuer à faire preuve d'un engagement solide en matière de résolution de conflits, de l'établissement de la paix et de réforme de gouvernance mondiale, aspects vitaux pour l'amélioration de la sécurité dans un monde interdépendant. Un tel example est le besoin de continuer à chercher la paix régionale comme au Moyen-Orient, suite aux crises graves de Gaza, au Sahel, en Afrique Centrale et ailleurs.

La propagation du virus Ebola a été reconnue comme une des grandes menaces à la vie humaine et à la sécurité internationale exigeant une prise de responsabilité collective. Son Excellence Alpha Condé, Président de la Guinée s'est exprimé sur l'impact du virus sur son pays, l'un des plus touchés par l'épidémie, demandant le soutien de la communauté internationale pour trouver un remède à cette maladie et veiller à minimiser ses conséquences économiques pour les pays concernés, tant ces dernières risquent d'être aussi dévastatrices que la maladie elle-même.

L'importance de l'égalité au sein de l'économie mondiale a largement été soulignée dans les interventions sur ce thème. L'IS doit impérativement poursuivre ses travaux dans ce domaine et faire en sorte qu'il continue à figurer parmi ses priorités, malgré la multitude d'autres problèmes urgents à traiter par la communauté internationale. Par conséquent, la réunion a largement approuvé la création d'une Commission de l'Internationale Socialiste sur l'Egalité, celle-ci devant se composer de hautes personnalités politiques disposant d'un bagage solide en la matière, secondées par un organe consultatif composé d'experts. La Commission, dont les membres proviennent de tous les continents, sera présidée par Elio Di Rupo, Premier Ministre de la Belgique et Vice-président de l'IS, et rendra compte au prochain Congrès de l'Internationale en 2016. Les membres de la Commission convenus lors de la réunion, seront annoncés lorsque tous auront accepté.

D'autre part, l'Internationale Socialiste défend fermement l'égalité des sexes et les participants ont accueilli chaleureusement l'initiative du nouveau mouvement mondial de solidarité « He for She », pour l'égalité des sexes.

Les participants intervenant à l'occasion des discussions sur le troisième thème de la réunion, ont évoqué les conséquences graves du changement climatique déjà constatées dans leurs pays respectifs et ses rapports avec la sécurité et le développement humain. Il y avait un consensus évident vis-à-vis de la nécessité de continuer à faire figurer ce problème parmi les questions prioritaires de l'ordre du jour mondial, surtout compte tenu du lien fondamental unissant l'action pour le climat au développement et à la sécurité. Une solution équitable et juste au changement climatique permettrait également d'avancer vers une amélioration de la sécurité et de l'égalité dans le monde. La discussion sur le changement climatique a été introduit par Teresa Ribera, Directrice de l'Institut pour le développement durable et des relations internationales (IDDRI), qui a résumé les défis à relever à l'approche de la Conférence Paris Climat en 2015 pour garantir un accord substantiel. À l'origine d'un certain optimisme, le Sommet de l'ONU sur le climat du 23 septembre dernier auquel ont assisté plusieurs des participants présents à la réunion, semble avoir dynamisé les efforts de recherche d'un accord durable.

La substance des interventions des Chefs d'État et de Gouvernement, des ministres et des membres du Présidium a souligné l'importance de l'interconnexion entre les trois thèmes de la réunion. La paix et la sécurité, l'égalité dans l'économie mondiale et la justice climatique sont aussi centrales à l'identité de la social-démocratie d'aujourd'hui.

La réunion a également convenu du besoin d'adapter les Nations unies, et en particulier le Conseil de Sécurité, afin de traiter adéquatement les nombreux défis auxquels le monde doit faire face aujourd'hui. Cette tâche reste cruciale et l'Internationale Socialiste est déterminée à y apporter sa contribution.

Déclaration de l'Internationale Socialiste aux
Nations unies, New York, le 25 septembre 2014

METTRE FIN À LA TERREUR EN IRAK ET EN SYRIE

Original : anglais

Du siège des Nations unies, où les membres de la communauté internationale se sont réunis pour signifier, à l'unisson, leur engagement dans la lutte contre la terreur, le Présidium a rappelé la déclaration faite au Conseil de l'IS de Mexico City, le 30 juin et le 1er juillet 2014 sur l'insurrection en Irak, par laquelle il condamne les actes du groupe terroriste auto proclamé de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). Dans un contexte où les attaques de l'EIIL gagnent en barbarisme, ce groupe ne tient même plus compte des frontières nationales des régions du nord de l'Irak et de la Syrie.

L'humanité entière doit se prononcer contre les meurtres insensés commis par les terroristes. L'action visant à défendre la vie, les valeurs de l'humanité et la civilisation est légitime. Face aux actes terroristes de l'EIIL qui menacent ces valeurs, des efforts concertés s'imposent impérieusement pour protéger les innocents d'Irak, de Syrie et au-delà contre la menace terroriste, mais aussi pour endiguer sa propagation.

L'Internationale Socialiste confirme son soutien inconditionnel au gouvernement et au peuple d'Irak, engagés dans des efforts de renforcement, de consolidation d'institutions ouvertes, non exclusives et démocratiques dans ce pays. Par ailleurs notre solidarité s'étend aux Irakiens de toutes religions et appartenances ethniques confondues, qui s'opposent courageusement à la terreur dans leur pays.

L'Internationale Socialiste, qui reconnaît les mesures prises par des membres de la communauté internationale pour soutenir et assister le peuple irakien, demande à la communauté entière de se joindre à cette cause. À cet égard, l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher le flux de combattants terroristes étrangers est un progrès positif.

D'autre part, nous réitérons la déclaration du Conseil de l'IS sur la nécessité de résoudre la guerre en Syrie en mettant fin à la vacance du pouvoir, qui permet aux organisations terroristes d'évoluer librement. L'Internationale Socialiste reste entièrement engagée en faveur de ceux qui souhaitent apporter la démocratie et la paix en Syrie, dans le respect des droits et des libertés de chacun.

_____

Socialist International
The President

4 October 2014

Statement by the President of Socialist International, George A. Papandreou

As ISIS forces are trying to gain control of the Syrian town of Kobani, near the turkish border, I wish to make an appeal to the international community for concerted action aiming to prevent a humanitarian tragedy and contain the risk of further destabilization of the broader region.

In a statement adopted in New York, the 25th of September, by the Presidium of the Socialist International concerning developments in Iraq and Syria, we underlined that humanity must take a stand against totalitarian ideologies aiming to legitimize senseless acts of violence, like those committed by ISIS. We supported also the need for action in defense of fundamental values and human rights threatened by ISIS terrorism.

Urgently, there is a need to make every possible effort for efficiently protecting innocent civilians in Iraq and Syria, in parallel with political initiatives that could strengthen stability at regional level. Borders should facilitate the crossing of those at risk and at the same time prevent the movement of extremists. Also, as winter is approaching, it is vital to send adequate assistance to refugees and displaced persons .

In the mid term, it's crucial for moderate forces in the broader region, to promote large scale development programs. Increasing equality of opportunities to education is the only way for addressing the causes that enable extremist ideologies to gain ground.

IMAGES (40)

IMAGES

+10

UIP

L'IS lors de la 131e Assemblée de l'UIP

12-16 OCTOBRE 2014

Latifa Perry

L'Internationale Socialiste a assisté à la 131e Assemblée de l'Union Inter-Parlementaire, qui a eu lieu à Genève du 12 au 16 octobre 2014. Durant cet événement, l'IS a tenu sa réunion régulière rassemblant des Parlementaires appartenant aux partis membres de l'IS qui étaient présents à l'Assemblée, et des invitées.

À cette occasion, la réunion de l'IS a rassemblé des parlementaires et des représentants d'Afrique du Sud, d'Angola, de Bosnie, du Cap Vert, de Chypre, du Costa Rica, d'El Salvador, d'Espagne, d'Éthiopie, de Guinée Bissau, de Haïti, d'Iraq, du Mali, de Malte, de Namibie, du Niger, du Pakistan, de Palestine, du Pérou, de la République Dominicaine, du Royaume Uni, du Sahara Occidental, du Venezuela, du Fonds Mondial (de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme), du Parlement Latino-américain, et du PNND (Parlementaires pour la Non-prolifération Nucléaire et le Désarmement). La réunion a été présidée par le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala.

La réunion a débuté en prenant quelques instants pour remercier tout spécialement le Président sortant de l'UIP, Abdulwahad Radi, qui avait été convié à se joindre à ce rassemblement pour son ouverture. Le Secrétaire Général de l'IS a exprimé la gratitude et la reconnaissance de tous les participants et de notre mouvement, pour sa contribution fructueuse en tant que Président de l'UIP. Radi a remercié tous les participants de leur coopération durant son mandat à la tête de l'organisation.

Les discussions de la réunion ont compris un échange de points de vue sur les thèmes principaux devant être abordés par la 131e Assemblée, l'élection du nouveau Président ou Présidente de l'UIP, un aperçu des menaces pesant actuellement sur la paix et la sécurité internationales et la réponse social-démocrate à ces menaces, ainsi que les contributions sur certaines questions de préoccupation national.

Concernant le premier thème à l'ordre du jour, un nombre participants ont exprimé leur déception quant au choix du point d'urgence à l'ordre du jour de l'UIP. Bien que partageant les préoccupations quant au fait que l'Ébola constitue un problème majeur d'envergure mondiale, ils ont rappelé qu'il s'agissait d'un sujet sur lequel il existe un vaste consensus, alors que la question plus controversée du terrorisme avait été rejetée par l'Assemblée. La délégation Irakienne en particulier était déçue de ne pas avoir eu l'occasion d'expliquer ce qui se passait dans son pays relativement à ISIS. D'autres délégués ont exprimé leur inquiétude quant au fait que lors de ces assemblées de l'UIP, on pouvait noter une tendance croissante à éviter les débats sur les questions les plus sensibles, et ont rappelé comment il avait été impossible lors de la réunion précédente d'inclure un débat sur l'Ukraine, et que cette fois-ci, il n'y aurait aucune discussion sur la Syrie, l'Iraq ou la Palestine. Le Secrétaire Général de l'IS a proposé de faire une déclaration sur le terrorisme après la présente réunion, qui s'appuierait sur les déclarations antérieures du Conseil et du Présidium de l'IS, en y ajoutant l'élément de Kobané et du combat valeureux des kurdes pour défendre cette ville.

L'importance de la dimension idéologique de ces réunions de l'IS a été encore une fois soulignée et saluée, compte tenu que dans l'UIP, les intérêts géographiques semblaient prédominer. Il a aussi été espéré que les déclarations de l'IS lors des réunions de l'UIP pourraient contribuer à façonner les politiques nationales élaborées par les parlementaires dans leurs pays respectifs.

Des opinions ont été échangées à propos de l'élection du nouveau Président ou nouvelle Présidente de l'UIP, et une grande variété d'opinions ont été exprimées sur les différents candidats, certaines étant fondées sur le sexe, d'autres sur des ententes par des groupes géopolitiques et d'autres, sur des considérations politiques.

Concernant la situation en Iraq, il a été fait état de la situation extrêmement difficile sur le terrain et de l'effet que cela avait sur les citoyens, et en particulier sur les minorités désespérées qui étaient victimes de la brutalité d'ISIS. Très peu d'aide humanitaire avait été reçue et le gouvernement central n'avait pas encore adopté le budget fédéral. Mosul, la deuxième ville du pays après Bagdad, et le seul point d'accès direct avec la Syrie, était totalement occupée par ISIS. La ville de Ramadi, son seul poste frontalier avec la Jordanie, était en ce moment à 80 % environ sous le contrôle d'ISIS, dont les forces n'étaient désormais qu'à 20 km de Bagdad. L'aide internationale était nécessaire, mais il a été signalé qu'il y avait un manque de compréhension par rapport à la stratégie de bombardement de la coalition.

En ce qui concerne le Sahel, il a été souligné que la situation en Libye était cruciale pour la stabilité de l'ensemble du Sahel, et que toute la communauté internationale devait en tenir compte. Il a été avancé que la Libye était devenue un sanctuaire pour les trafiquants de drogue et que la région frontalière entre le Niger et le Nigeria servait de refuge à Boko Haram. L'Occident a été pointé du doigt pour avoir été à l'origine de la crise actuelle en Libye et il était nécessaire d'agir pour lutter contre les trafiquants de drogues et l'état fictif que certaines personnes essayaient d'établir. Concernant la situation au nord du Mali, il a aussi été souligné que les Touaregs n'étaient pas tous impliqués dans le MNLA, et que dans la lutte pour résoudre la situation difficile dans le nord du pays le soutien de l'Internationale Socialiste au gouvernement de Bamako était très important.

Les délégués palestiniens ont fait état de la situation à Gaza. Tout était mis en œuvre pour que le gouvernement d'unité puisse œuvrer efficacement et pour le bénéfice du peuple palestinien. Dans ce sens, malgré les efforts de plusieurs pays dans la région pour faire obstacle à ce processus, ils avaient aussi réussi à former une délégation contenant toutes les secteurs en vue de négocier un cessez le feu avec Israël. Il a été souligné que le principal problème devant être résolu était l'occupation en elle-même, car sans cela, il ne pourrait pas y avoir de paix. Ils ont lancé un appel pour que la communauté internationale redouble d'efforts pour établir un calendrier visant à mettre fin à l'occupation qui était aussi jugée comme étant cause du terrorisme. Les développements récents dans certains pays de l'UE en faveur de la reconnaissance de l'État Palestinien ont été saluées comme étant un pas important pour accroître le nombre des 134 pays qui l'avaient déjà fait.

La réunion a également entendu la façon dont Malte a continué d'être touchée par les flux de migrants dans la mer Méditerranée, et il a été souligné qu'il s'agissait là d'un problème international et qui devait donc être résolu à l'échelle internationale. La proximité de Malte avec la Lybie a également été mise en avant et des préoccupations ont été exprimées quant au fait que, même si la présence d'ISIS en Iraq et en Libye faisait l'objet de bien des débats, l'instabilité en Libye rendait également cette région très vulnérable aux risques posés par les extrémistes.

Il y avait aussi une contribution du participant le plus jeune de l'Assemblée de l'UIP, un membre de la Ligue de la Jeunesse namibienne, qui a fait remarquer le fait que trop souvent, les jeunes servaient de boucs émissaires aussi bien aux gouvernements qu'aux groupes terroristes. Il a été souligné que la protection des jeunes était reléguée au second rang des intérêts politiques, et qu'une plus grande priorité devrait être accordée au combat contre la traite aux fins d'exploitation sexuelle et l'exploitation des mineurs. L'importance pour les états de garantir une présence militaire et des services de renseignements a également été mise en avant, car les états militairement faibles étaient vulnérables aux attaques terroristes.

En conclusion de la réunion, le Secrétaire Général de l'IS a déclaré qu'en tant que socialistes et progressistes, nous défendons les droits et les libertés, sans lesquels les conflits seraient permanents. Nous devons aussi nous battre pour défendre la paix, et résister et venir à bout du terrorisme, partout où il se manifeste. Faisant référence à la question des migrations, il a déclaré que nous faisions tous partie de la même économie mondiale et que cela constituait un exemple du fait que les problèmes ne pouvaient pas être résolus de façon isolée, et qu'à ce titre, notre Internationale continuerait à rassembler les parties concernées venant de tous les continents en vue de résoudre conjointement les problèmes majeurs auxquels nous devons faire face.

INTERNATIONALE SOCIALISTE

Derniers développements en Iraq et en Syrie

15 OCTOBRE 2014

L'évolution récente de la situation en Iraq et en Syrie continue à fournir la preuve que la campagne de terreur orchestrée par ISIS constitue une menace majeure pour la paix et la sécurité internationales, pour les habitants de la région et pour le monde en général, et qu'il est urgent d'y mettre fin.

Nous renouvelons les appels précédents de l'Internationale Socialiste à ce que la communauté internationale trouve une réponse commune à ce terrorisme et agisse pour défendre les populations innocentes d'Iraq et de Syrie et soutenir tous ceux affectés, quelles que soient leurs appartenances ethniques ou religieuses. Nous réitérons la solidarité précédemment exprimée par notre Internationale avec le parti membre de l'IS en Iraq, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), comme nous le faisons avec le Gouvernement Régional du Kurdistan dirigé par Masoud Barzani et avec tout le peuple Kurde qui fait face avec courage au terrorisme, cette lutte étant aujourd'hui illustrée par sa défense valeureuse et inébranlable de la ville de Kobané au nord de la Syrie.

La menace posée par les combattants terroristes est une source de préoccupation grave et tous les efforts doivent être mis en œuvre pour offrir l'assistance internationale requise de manière à stopper et faire reculer leur avancée, où que ce soit.

Il est tout aussi important de soutenir le gouvernement irakien dans ses efforts visant à renforcer et consolider les institutions démocratiques d'une manière inclusive et transparente, ainsi que tous ceux qui, en Syrie, luttent activement pour la démocratie, les droits et les libertés.

Déclaration émise suite à la réunion de l'IS lors de la 131e Assemblée de l'UIP à Genève

INTERNATIONALE SOCIALISTE, PO BOX 67973, LONDRES, SW4 4DU, UNITED KINGDOM
T: (44 20) 7627 4449 | T: (44) 7825 149 076 | E: Socialist International

INTERNATIONALE SOCIALISTE

Appel à l'ordre constitutionnel au Burkina Faso

31 OCTOBRE 2014

L'Internationale Socialiste se félicite de la décision du Président Blaise Compaoré de démissionner de la présidence, évitant ainsi un aggravation de la crise au Burkina Faso. Hier, notre International avait déploré les actions du Président Compaoré en arrêtant le gouvernement, la dissolution du Parlement, imposant un état d'urgence et annonçant la création d'un gouvernement de transition à servir pour les douze prochains mois - actions qui ont conduit à une augmentation de la violence dans les rues de Ouagadougou, la capitale, et l'attaque odieuse sur l'Assemblée nationale et les parlementaires.

L'Internationale appelle à un rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel et des mesures pour assurer que des élections anticipées soient organisées, permettant que la démocratie soit respectée

INTERNATIONALE SOCIALISTE, PO BOX 67973, LONDRES, SW4 4DU, UNITED KINGDOM
T: (44 20) 7627 4449 | T: (44) 7825 149 076 | E: Socialist International

INTERNATIONALE SOCIALISTE

Les envoyés de l'Internationale Socialiste se voient refuser une rencontre avec Leopoldo López dans sa prison vénézuélienne

15 NOVEMBRE 2014

José Antonio Viera-Gallo, éminent juriste et socialiste chilien, très expérimenté en matière de service public dans son pays, où il a été député, président de l'Assemblée, sénateur, ministre Secrétaire général de la Présidence et ministre du Tribunal constitutionnel de la république du Chili, accompagné de Claudio Herrera, avocat, professeur de droit à l'université du Chili et collaborateur du Secrétariat de l'International Socialiste, se trouvent à Caracas du 13 au 16 novembre afin d'examiner au nom de l'IS les circonstances dans lesquelles Leopoldo López, leader du parti Volonté populaire, et de nombreux autres prisonniers politiques ont été emprisonnés. Ils ont également pour mission de formuler des recommandations en vue d'obtenir rapidement leur libération.

Aujourd'hui, le 15 novembre, les représentants de l'IS ont essayé de rendre visite à Leopoldo López, qui est emprisonné arbitrairement depuis neuf mois dans le centre carcéral militaire de Ramo Verde. Ils étaient accompagnés de son épouse et ses parents.

Les autorités pénitentiaires leur ont refusé cette visite, prétextant que Leopoldo López était sous le coup d'une mesure disciplinaire après avoir, avec les autres prisonniers politiques, cogné les barreaux de leurs cellules avec leurs couverts. En effet, ces derniers protestaient contre la décision de la juge chargée de leur dossier, laquelle a refusé la demande de libération formulée par le Groupe de travail sur la détention arbitraire de l'ONU.

Pendant que la délégation tentait d'obtenir un droit de visite, Leopoldo López et ses compagnons ont accroché aux barreaux de leurs cellules une banderole concernant leur emprisonnement et ont salué leurs proches, tout en dénonçant la violation de leurs droits. En réponse, les gardes ont activé la sirène d'un véhicule militaire afin de couvrir leurs revendications dans un vacarme assourdissant.

Face à l'impossibilité d'accéder à la prison, l'envoyé spécial de l'IS, José Antonio Viera-Gallo, a prononcé la déclaration suivante devant les médias présents :

« Indépendamment de la situation politique du Venezuela, l'IS a envoyé ces représentants pour constater par elle-même la détention de Leopoldo López, qui est considérée comme arbitraire par le Groupe de travail des Nations unies, lequel enjoint les autorités vénézuéliennes à libérer le détenu. »

José Antonio Viera-Gallo a regretté la décision de la juge de première instance, qui a refusé la demande de libération des Nations unies. Il a également regretté de ne pas pouvoir rencontrer Leopoldo López et a prévenu que cette situation fragilise gravement les droits de l'homme. « La détention de Leopoldo López n'est absolument pas justifiée. L'accusation à son encontre n'a aucun fondement juridique. Il n'existe pas non plus de raison de lui interdire les visites. »

José Antonio Viera-Gallo aurait souhaité pouvoir exprimer l'opinion de l'IS directement au gouvernement vénézuélien, auprès duquel de nombreuses démarches ont été entreprises au plus haut

niveau, demandes qui sont restées lettres mortes.

Par ailleurs, lors de sa visite à Caracas, la délégation a rencontré les partis membres de l'IS, les représentants de la Mesa de Unidad Democrática (MUD), la conférence épiscopale du Venezuela et d'autres acteurs pertinents de la vie publique vénézuélienne.

Cette visite fera l'objet d'un compte rendu lors du Conseil mondial de l'IS les 12 et 13 décembre prochains à Genève, en Suisse.

Couverture de presse

INTERNATIONALE SOCIALISTE, PO BOX 67973, LONDRES, SW4 4DU, UNITED KINGDOM
T: (44 20) 7627 4449 | T: (44) 7825 149 076 | E: Socialist International

INDE

INTERNATIONALE SOCIALISTE

International Conference: 'Nehru's Worldview and his Legacy: Democracy, Inclusion and Empowerment

17-18 NOVEMBRE 2014

Declaration adopted at the International Conference on "Nehru's Worldview and his Legacy: Democracy, Inclusion and Empowerment" (17-18 November 2014, New Dehli)

We the delegates representing 20 countries, 29 Political Parties and organizations participating in the International Conference on **"Nehru's Worldview and his Legacy: Democracy, Inclusion and Empowerment"** on 17-18 November 2014, New Dehli, dedicated to the commemoration of the 125th Anniversary of Jawaharlal Nehru, acknowledging his historical national and international contribution, and deeply cherishing the ideals of non-alignment and peace, which guided his struggle against any form of domination.

Click to read the **Conference Declaration** in full

Click to read the **Vote of Thanks**

COMITÉS DE L'IS

IMAGES (43)

IMAGES

+13

MIGRATIONS

Réunion du Comité de l'Internationale Socialiste sur les Migrations, Catane, Italie

21-22 NOVEMBRE 2014

Latifa Perry

Réunion du Comité de l'Internationale Socialiste sur les Migrations
Catane, Italie, 21-22 novembre 2014

DÉCLARATION DE CATANE

Original : italienne

Le 21 et 22 novembre 2014, sur l'invitation du parti socialiste italien, l'Internationale Socialiste a réuni à Catane le Comité pour les Migrations.

À la réunion, présidée par le président des députés socialistes en Italie, Marco Di Lello, ont pris part le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste Luis Ayala, les délégués des partis socialistes et progressistes de l'Algérie, de l'Angola, de la Bulgarie, d'Espagne, de la Grèce, de l'Irak, d'Italie, du Mali, du Maroc, du Mexique, du Niger, de Palestine, et de la Russie. Le député italien du Parti Démocrate, Gennaro Migliore, candidat à la présidence de la commission d'enquête parlementaire sur le dispositif d'entrée et d'identification des migrants, a aussi pris part à la réunion en tant qu'invité.

Le Comité est convenu des lignes directrices sur lesquelles se fondera la Charte des Migrants que l'Internationale Socialiste va adopter au cours de 2015 afin de fournir une plateforme commune aux socialistes du Nord et du Sud du monde, entre lesquelles se trouvent :

- l'importance que, depuis toujours, revêtent les migrations dans la mise en place de sociétés ouvertes et les changements utiles aux économies des pays impliqués. Il est inacceptable que la mondialisation des marchés et des marchandises ne soit pas accompagnée d'une mondialisation solidaire des droits.

- le migrant est avant tout une personne qui a le droit de voir que sa dignité soit reconnue en tant que telle. Il est, par conséquent, inacceptable qu'il ne soit considéré que comme un élément fonctionnel de l'économie ; les migrants doivent pouvoir avoir accès aux droits en matière d'éducation, de santé ainsi qu'aux droits de base essentiels à toute démocratie ;

- les travailleurs migrants doivent jouir des mêmes conditions de travail que les travailleurs autochtones : les migrants ne peuvent pas être exploités et, de même, ils ne peuvent pas être utilisés dans le cadre d'une concurrence déloyale vis à vis de la main d'œuvre locale ; la traite criminelle de migrants doit être durement combattue ;

- le respect entre migrants et ressortissants des pays d'accueil doit être réciproque : il s'agit du respect de la diversité qui est une valeur absolue allant dans les deux sens ; dans ce cadre l'intégrisme religieux et le nationalisme sont des facteurs pervers qui affectent négativement non seulement la paix entre les peuples mais qui déstabilisent aussi les sociétés à partir de l'intérieur, et les migrants sont particulièrement exposés aux dangers découlant de ces idéologies ;

- il est également évident que le respect de toute diversité ne peut pas représenter une limite à l'élargissement et au renforcement des droits que nous considérons comme étant universels et valables dans toute culture, dans tout pays et à toute époque, surtout les droits des femmes et des mineurs ; les institutions démocratiques, qu'elles soient religieuses ou laïques, doivent également garantir l'autonomie de choix individuels libres ;

- la coopération économique et politique entre les pays d'émigration, les pays de transit et les pays d'immigration est un facteur essentiel : les migrations exigent une gouvernance partagée ;

- la liberté est pour nous un critère non négociable : si les migrations peuvent et doivent faire l'objet de règles et de contrôles, le droit d'asile doit, par contre, toujours être considéré comme étant un droit essentiel.

L'Internationale Socialiste compte depuis toujours parmi ses buts essentiels la paix et l'égalité politique, aussi bien sociale qu'économique : le règlement des crises et des guerres, le développement économique et la protection de l'environnement sont tous des facteurs indispensables pour faire face aux problèmes des migrations. En même temps, nous soulignons les occasions fournies par les migrations en termes d'échanges, de connaissance réciproque, d'ouverture des sociétés et de diffusion de la connaissance. Nous réaffirmons notre conviction que nous vivons tous dans un même monde (one world).

L'internationale exprime aussi son appréciation pour le choix responsable du Président Obama vis à vis des migrants des États-Unis d'Amérique.

Enfin, le Comité reconnaît les efforts déployés par les autorités italiennes, notamment par les autorités locales et par les ressortissants siciliens, dans la gestion humanitaire de flux migratoires de plus en plus importants à travers la Méditerranée. Afin d'éviter les dangereux « voyages de l'espoir » le contrôle des critères nécessaires pourrait et devrait être mené au niveau du pays de départ et non pas de celui de d'arrivée.

Declaration (PDF)

Liste des Participants

Couverture de presse de la réunion

ACTIVITÉS APPARENTÉES

Réunion extraordinaire du Comité de l'Internationale Socialiste sur les Migrations
01 JUIN 2015

Réunion du Comité de l'IS sur les Migrations, Tanger, Maroc
02-03 MAI 2014

Réforme, Intégration, Droits – les principales questions abordées à Los Angeles par le Comité de l'IS sur les Migrations 02-03 JUIN 2008

UN AGENDA MIGRATOIRE *qui accorde d'abord la priorité aux gens:* Réunion de l'IS à Manille
21-22 SEPTEMBRE 2007

Réunion du Comité de l'IS sur les Migrations à *Rhodes et Marmaris* 24-25 OCTOBRE 2006

COMITÉS DE L'IS

IMAGES (32)

IMAGES

+2

AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Réunion du Comité de l'IS sur l'Amérique latine et les Caraïbes à l' OEA, Washington DC

01-02 DÉCEMBRE 2014

Patricia Leiva, OEA

Le Comité Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale socialiste s'est réuni les 1er et 2 décembre au siège de l'Organisation des États américains (OEA) à Washington.

En ouverture de cette rencontre, le Secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, a souhaité la bienvenue aux participants et salué la présence des partis membres régionaux de l'Internationale socialiste dans le Salon des Amériques. M. Insulza a souligné que les principes de l'Internationale socialiste sont d'actualité, puisqu'ils encouragent une société permettant davantage d'intégration, mais aussi la démocratie et le respect des droits de l'homme. Il a également rappelé que malgré la longue histoire de l'OEA et de l'IS, les versions actuelles de ces deux institutions sont nées dans l'après-guerre : respectivement en 1948 et 1951. De même, il a soutenu que l'OEA et l'IS se préoccupent actuellement de questions qui « ne sont pas différentes » ; par exemple, les deux organisations souhaitent instaurer des sociétés plus égalitaires. « Comme l'Internationale socialiste, l'OEA fait sien l'objectif d'une société offrant plus de solidarité et d'intégration, et promeut des politiques de croissance axées sur l'emploi et sur davantage d'égalité. » Et d'ajouter : « L'OEA cherche également à renforcer et approfondir la démocratie et encourage l'existence de gouvernements ouverts, transparents et proches des citoyens. » Enfin le Secrétaire général Insulza, qui soutient la cause socialiste depuis sa jeunesse, a réaffirmé la pertinence de ce courant de pensée face aux défis actuels à l'échelle régionale et mondiale.

Toujours pendant l'inauguration de cette réunion, le président du Comité Miguel Vargas Maldonado (PRD, République dominicaine) a passé en revue les thèmes à l'ordre du jour de ces deux journées, en présentant son point de vue les concernant. Par exemple, M. Vargas a souligné que le principal défi de la région face au ralentissement économique actuel ne consiste pas seulement à relancer la croissance, mais à créer une croissance de meilleure qualité, c'est-à-dire à réduire les inégalités dans nos sociétés et à favoriser les opportunités pour tous. Quant aux difficultés que doivent affronter les démocraties d'Amérique latine et des Caraïbes, Miguel Vargas a répété l'importance d'instaurer des gouvernements plus transparents et plus proches de la population, encourageant la participation citoyenne, tout ceci dans un contexte d'ordre juridique et d'État de droit.

En conclusion de cette inauguration, le Secrétaire général de l'Internationale socialiste Luis Ayala a souligné le rôle des organisations comme l'OEA et celui de l'IS dans le monde né après la chute du Mur de Berlin en 1989, surtout de par leur engagement envers la démocratie. C'est pourquoi il s'est dit satisfait que la réunion du Comité se tienne pour la première fois au siège de l'OEA. Alors que l'espoir de bâtir un monde multipolaire avait été stoppé net durant la Guerre froide, de nouvelles opportunités et de nouveaux défis sont depuis apparus pour l'OEA, qui a bénéficié d'un nouvel élan grâce à des leaders comme le Secrétaire général Insulza.

Ce même élan est observé dans d'autres régions du monde. En effet, par le biais de ses organismes comme l'Union africaine, l'Afrique adopte de nouvelles règles et de nouveaux engagements autour de la démocratie. Au sujet de l'Asie, M. Ayala a évoqué sa récente participation en Inde à l'hommage rendu par le Congrès national

indien à Jawaharlal Nehru. Il a également parlé des principes que l'Internationale socialiste partage avec ce parti de la plus grande démocratie du monde. Il a remarqué que si le Mur de Berlin est tombé il y a 25 ans, ce n'est pas grâce au marché, mais grâce à la soif de liberté et de démocratie. En Amérique latine et les Caraïbes, il a rappelé le rôle clé joué par les sociaux-démocrates dans les années 1980 et 1990, pendant les transitions entre les dictatures et la démocratie ; le programme actuel de l'IS repose précisément sur le respect de cette démocratie et sur des politiques qui renforcent les libertés et l'intégration sociale. Là où ces acquis sont menacés et subissent des tensions, l'IS envoie des missions et adopte des mesures concrètes. L'exemple le plus récent est la mission qui s'est rendue au Venezuela et dont le compte rendu sera présenté lors du prochain Conseil mondial, à Genève. En concluant, il a souligné que l'engagement de l'IS envers la lutte contre les inégalités, dont l'expression la plus concrète est la création d'une Commission à ce sujet, et envers les efforts mondiaux pour mettre un terme au réchauffement climatique.

Pendant les séances de travail du Comité, les participants suivants ont pris la parole : la vice-présidente du Comité Elsa Espinosa (PRI, Mexique) ; le vice-président de l'Internationale socialiste Victor Benoît (FSDH, Haïti) ; Francisco Rosales (FSLN, Nicaragua) ; Marcelo Stubrin (UCR, Argentine) ; Carlos Vecchio (VP, Venezuela) ; Gerardo Villanueva (PLN, Costa Rica) ; Carme Chacón (PSOE, Espagne) ; Rafael Filizzola (PDP, Paraguay) ; Timoteo Zambrano (UNT, Venezuela) ; Edmonde Supplice (FSDH, Fusion, Haïti) ; Margarita Zapata (FSLN, Nicaragua) ; Félix Santana (PRD, République dominicaine) ; Robert Pickersgill (PNP, Jamaïque) ; Giovanni Atalita (MAN, Curaçao) ; Julio Palacios (PRD, Panama) ; Jorge Farfán (APRA, Pérou) ; Diva Gastelum (ISF). Tous ont débattu de la conjoncture actuelle dans la région et des défis auxquels est confrontée la démocratie en Amérique latine et les Caraïbes. Les accords concernant les principaux points présentés et discutés pendant ces deux journées sont inclus dans la Déclaration du Comité, adoptée à l'issue de cette réunion (voir la Déclaration).

Pendant cette rencontre, les représentants des partis politiques présents ont également analysé la situation de leurs nations respectives. Ainsi, le représentant du PSOE Carme Chacón a fait part de son appréciation concernant la situation actuelle en Espagne.

En conclusion, le président du Comité Miguel Vargas a de nouveau remercié les partis membres d'avoir participé à cette rencontre, en soulignant son importance 10 jours avant le Conseil mondial de l'IS, qui permettra de présenter à Genève les réussites et les défis des forces politiques progressistes d'Amérique latine et des Caraïbes.

Déclaration

Liste des participants

Couverture de presse de la réunion

ACTIVITÉS APPARENTÉES

Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes en Colombie
28-29 AOÛT 2015

Réunion du Comité Amérique latine et Caraïbes en République dominicaine
09-10 MAI 2014

La politique mondiale et l'économie – la vision d'Amérique latine et de la Caraïbe 26-27 JUILLET 2013

Réunion du Comité à Porto Alegre 24-25 OCTOBRE 2011

«Energie, développement et intégration» et «Compétitivité et équité» au centre de la réunion régionale à Bucaramanga, Colombie 30-31 MAI 2011

Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Buenos Aires 09-10 AVRIL 2010

L'Amérique Latine et les Caraïbes dans la crise financière globale : réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes au Guatemala 23-24 MARS 2009

José Francisco Peña Gómez – DIX ANS APRES
Le socialisme démocratique en Amérique Latine et aux Caraïbes 17-18 AVRIL 2008

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE se réunit au *Paraguay* avant les élections présidentielles

RÉUNION DU COMITÉ AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE
ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS (OEA), Washington, 1er et 2 décembre 2014

PROJET DE DÉCLARATION

Original : espagnol

Le Comité Amérique latine et Caraïbes de l'Internationale socialiste déclare à l'issue de sa réunion au siège de l'Organisation des États américains, à Washington DC, les 1er et 2 décembre 2014 :

I.- sa satisfaction de s'être réuni au siège de l'Organisation des États américains, organisme qui, depuis sa création en 1948, œuvre pour la paix, la démocratie, la justice et la sécurité dans les pays de la région, en enjoignant lesdites nations à maintenir leur engagement et leur soutien en faveur de l'ordre international et de la résolution pacifique des conflits.

II.- En ce qui concerne l'évolution de la conjoncture internationale et régionale ces derniers mois, le Comité exprime son inquiétude face au ralentissement qui touche actuellement plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes, scénario qui peut s'avérer complexe étant donné la baisse des prix sur les marchés internationaux, de matières premières qui sont au cœur de certaines économies de la région.

Le Comité souligne que les politiques adoptées par les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour renforcer leurs économies et leur donner un nouvel élan, doivent systématiquement être axées sur la recherche de croissance pour les populations. Cette croissance doit être à même d'encourager la création d'emplois nouveaux et meilleurs ainsi que l'investissement productif, de préserver et améliorer les politiques sociales, de réduire les inégalités par le biais de la justice fiscale, et d'instaurer les conditions nécessaires pour une meilleure justice sociale et environnementale dans les pays de la région.

Le Comité rejette les politiques de redressement qui, en coupant les dépenses, tentent de réduire les déficits publics associés aux fortes dépenses sociales. Dans la région, l'amélioration de la situation économique passera obligatoirement par une action déterminée de la part des États, par l'approfondissement des alliances public-privé et par la confiance des citoyens.

Le Comité Amérique latine et Caraïbes de l'Internationale socialiste réitère son engagement envers les politiques qui favorisent la construction de sociétés porteuses de solidarité et d'intégration.

À titre d'action économique, le Comité préconise plus particulièrement, à l'échelle régionale et mondiale, l'adoption de mesures contre les paradis fiscaux, selon les termes suivants :

Le Comité s'engage à lutter contre l'évasion fiscale de la part des citoyens de ses pays, mais aussi des personnes et entreprises étrangères, en n'abritant pas les comptes de ces entités qui cherchent à échapper à leurs obligations fiscales.

Le Comité s'engage à : promouvoir la législation nationale et les accords internationaux adéquats afin de mettre un terme à l'opacité fiscale dans les pays où de telles mesures sont nécessaires ; et garantir la transparence, afin de généraliser l'échange automatique et obligatoire des données fiscales entre les pays.

Le Comité insiste pour renforcer les efforts de l'OCDE en vue d'élaborer à l'échelle mondiale la « liste noire » des paradis fiscaux. Ainsi, chaque pays pourra : suspendre ou annuler les conventions fiscales avec ces paradis fiscaux, le cas échéant ; et interdire l'accès aux appels d'offres et aides de l'État pour les entreprises domiciliées dans les nations figurant sur cette liste.

III.- En ce qui concerne le renforcement et l'approfondissement de la démocratie par la voie de gouvernements ouverts, transparents et proches des citoyens, le Comité remarque que, les années d'obscurantisme et de dictatures étant considérées comme révolues, la démocratie se trouve aujourd'hui étendue et instaurée dans la région. Néanmoins, malgré sa robustesse, ce système politique est soumis à de fortes tensions pour parvenir à concrétiser ses objectifs.

Parfois, les gouvernements élus légitimement ont du mal à garantir aux citoyens l'accès aux produits et services essentiels pour satisfaire les besoins élémentaires en matière d'emploi, de revenus, de santé et d'éducation.

En même temps, le Comité observe que certains pays de la région ont adopté des réformes constitutionnelles qui permettent aux autorités d'être réélues indéfiniment. Cette modification du système présidentiel a suscité des critiques, car l'autorité en exercice pourrait abuser des ressources publiques afin de se maintenir au pouvoir, freiner l'apparition de nouveaux leaders et empêcher un affrontement démocratique réellement équitable.

Par ailleurs, le Comité remarque que l'indépendance et l'autonomie des organes juridictionnels et électoraux de la région, ainsi que le rôle important des parlements nationaux, sont indispensables au bon fonctionnement d'un État de droit. Le Comité affirme d'un commun accord qu'il incombe au pouvoir judiciaire de chaque pays de la région d'intervenir de manière juste et opportune afin de garantir les droits des citoyens. Les libertés individuelles, de conscience et d'expression, entre autres, doivent être totalement protégées par la justice, car ce sont là les conditions même de l'existence de la démocratie. À cette fin, face aux éventuelles faiblesses des juridictions nationales en matière de protection des droits de l'homme, le Comité réitère son engagement envers le système interaméricain de protection de ces droits.

La réalité actuelle montre que les États nationaux, leurs systèmes de représentation et les marchés mondialisés entrent souvent en conflit, ce qui provoque un malaise et un désaccord parmi de larges pans de la population. C'est pourquoi les partis politiques présents au sein du Comité considèrent qu'il est indispensable de renforcer les indicateurs de qualité de la

démocratie. La pleine application de l'État de droit et de l'ordre constitutionnel est l'unique moyen de concrétiser les objectifs en ce qui concerne les secteurs sociaux négligés, qui sont la véritable préoccupation des partis de l'Internationale socialiste.

Dans cette optique, le Comité exhorte ses membres à coopérer pour encourager dans les pays de la région des politiques actives de lutte contre la corruption, de transparence et d'accès à l'information publique concernant la gestion de l'État.

Le Comité souligne que ses partis membres doivent impérativement asseoir des gestions gouvernementales ouvertes et participatives, à même d'impliquer les citoyens dans les questions publiques et de garantir que les politiques mises en place se nourrissent de la participation citoyenne, en intégrant ces derniers dans le système de décision.

Le Comité s'accorde pour :

ratifier son engagement à améliorer la qualité de la démocratie, dans les formes et les contenus de l'organisation sociale ;

favoriser une action déterminée à l'échelle régionale afin de légiférer et prendre des initiatives en matière de gouvernements ouverts, transparence, lutte contre la corruption et meilleure participation citoyenne à la gestion du gouvernement ;

appliquer concrètement l'engagement des partis politiques de l'IS dans la région à être des outils efficaces de changement social et politique, en dépassant les points de vues individualistes et les leaders providentiels ;

réaffirmer son engagement envers des politiques et pratiques environnementales durables, puisque les catastrophes naturelles, épidémies et pollutions ne connaissent pas les frontières. Au contraire, elles se propagent de manière vertigineuse et nécessitent impérativement des réactions coordonnées et appliquées par tous ;

souligner que ses partis envisagent leur action selon une perspective mondiale, en s'appuyant sur les représentants de toutes les nations, et que cette action concerne à la fois la région et le monde entier. Les marchés, la finance et la science dépassent les frontières. C'est pourquoi la politique doit se placer sur le même plan afin de concrétiser les aspirations des forces progressistes, pour une société ouverte, plus juste et égalitaire.

IV.- Le Comité soutient l'opposition haïtienne, qui exige de trouver des mécanismes pour un véritable dialogue entre le gouvernement et les partis d'opposition en Haïti, en vue de parvenir à un accord global qui permettra d'organiser rapidement des élections libres et démocratiques.

V.- Le Comité décide de soutenir le processus d'émancipation exigé par son parti membre le MAN, pour que le peuple de Curaçao puisse consolider son autonomie et continuer à avancer vers sa totale indépendance. Dans ce contexte, le Comité dénonce l'intervention infondée et injuste du

gouvernement néerlandais, qui tente de paralyser ce processus à travers les instructions administratives de son gouverneur à Curaçao, Aruba et Saint-Martin.

VI.- Le Comité salue l'élection de Tabaré Vásquez en Uruguay, la veille de cette réunion. Cette élection valide démocratiquement le programme proposé par le parti Frente Amplio, membre de la famille politique de l'Internationale socialiste.

VII.- Enfin, le Comité appelle à une avancée considérable dans les négociations entamées le 1er décembre à Lima, où se tiendra la conférence COP 20 sur les changements climatiques. Le Comité réitère par ailleurs l'engagement de l'Internationale socialiste envers un nouvel élan pour parvenir à un accord lors de la conférence de Paris en 2015.

Ce nouveau traité, qui doit engager tous les États, est crucial afin de mettre un terme à la dégradation de l'environnement et entamer, dans l'optique d'une véritable « justice climatique », la récupération de la planète pour toutes les espèces qu'elle abrite.